

Gelet op het advies van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De verwijzingsdossiers van de afdelingen « Handelstalen », alsmede de verwijzingsdossiers van de samenstellende eenheden van deze afdelingen worden goedgekeurd.

Deze afdelingen worden bij het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie ingedeeld.

De samenstellende opleidingseenheden van elke afdeling worden bij het hoger secundair doorstromings-onderwijs ingedeeld, met uitzondering van de opleidingseenheid « geïntegreerde proef » van elke afdeling, die bij het secundair kwalificatieonderwijs ingedeeld wordt.

§ 2. De in § 1 bedoelde verwijzingsdossiers worden voor alle moderne talen goedgekeurd. In het opschrift dient het woord « talen » te worden aangevuld met de vermelding van de betrokken taal.

Art. 2. De geleidelijke ombouw van de betrokken afdelingen van stelsel 2 begint uiterlijk op 1 januari 1996.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 20 april 1994.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 april 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 94 — 1976

24 JUIN 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions générales selon lesquelles les pouvoirs organisateurs d'enseignement de promotion sociale peuvent conclure des conventions avec d'autres établissements d'enseignement, des organismes, des institutions, des entreprises, des personnes ou des associations et utiliser les moyens spécifiques mis à leur disposition par lesdites conventions

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991, notamment l'article 115, modifié par le décret du 4 février 1993;

Vu l'accord du Ministre du budget donné le 27 janvier 1994;

Vu le protocole du 10 février 1994 du Comité de Secteur IX et du Comité des Services provinciaux et locaux, Section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o le décret : le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2^o section : une section de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 dûment approuvée, une section ou une unité de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, dûment approuvée;

3^o conventions : les conventions visées à l'article 114 du décret;

4^o partenaire : un autre établissement d'enseignement de promotion sociale ou un établissement d'enseignement de plein exercice, un centre d'éducation et de formation en alternance, un organisme, une institution, une entreprise, une personne ou une association qui conclut une convention avec un établissement d'enseignement de promotion sociale;

5^o établissement : un établissement d'enseignement de promotion sociale;

6^o dotation de périodes : la dotation/école visée à l'article 91 du décret précité;

7^o périodes complémentaires : périodes-professeurs qui, dans le cadre de l'organisation d'une section, sont financées par une procédure autre que la dotation de périodes;

8^o moyens complémentaires : tout apport financier ou matériel, autre que des périodes complémentaires, alloué à un établissement par un partenaire dans le cadre d'une convention;

9^o organisation d'un groupe spécifique : organisation d'une section ou d'un dédoublement de section au seul bénéfice de personnes émergeant d'un partenaire;

10^o organisation d'un groupe mixte : insertion de personnes émergeant d'un partenaire dans un groupe non exclusivement réservé à ces personnes;

11^o cours : toute activité d'enseignement.

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent uniquement aux conventions conclues en vue de l'organisation de groupes spécifiques ou mixtes. Elles ne s'appliquent pas aux conventions de coopération prévues par l'article 5 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit.

Art. 3. La totalité des périodes nécessaires à l'organisation d'une section faisant l'objet d'une convention est constituée soit :

. de périodes prélevées de la dotation de périodes;

. de périodes complémentaires.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les conventions conclues directement entre le Gouvernement de la Communauté française et un partenaire peuvent prévoir que la totalité des périodes nécessaires à l'organisation d'une section soit constituée, à la fois, de périodes complémentaires et de périodes prélevées de la dotation de périodes.

Dans ce cas, le texte de la convention précise que les mêmes conditions sont applicables à tout établissement d'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française collaborant dans le cadre de cette convention.

A cet effet, dans un délai de quinze jours calendrier à compter de la date de signature de la convention par le Gouvernement de la Communauté française, il appartient au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions de communiquer copie de ladite convention aux différents réseaux d'enseignement, via le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale.

Art. 4. Pour chaque section faisant l'objet d'une convention, le nombre de périodes complémentaires est fixé de commun accord entre l'établissement et le partenaire. Ce nombre de périodes, ainsi que leur montant sont précisés dans la convention.

Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions établit un modèle de convention.

Art. 5. Le montant en francs belges d'une période de cours s'élève à :

a) dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré inférieur :	
cours généraux, cours spéciaux et cours techniques :	1457
cours techniques et de pratique professionnelle et pratique professionnelle :	1145
b) dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré supérieur :	
cours généraux et cours techniques :	1873
cours spéciaux :	1613
cours techniques et de pratique professionnelle et pratique professionnelle :	1301
c) dans l'enseignement supérieur de type court et de promotion sociale :	
cours généraux, cours de psychologie, pédagogie et méthodologie et cours techniques :	2029
cours spéciaux :	1613
cours techniques et de pratique professionnelle et pratique professionnelle :	1301

Art. 6. Les montants de base visés à l'article 5 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation selon le régime applicable aux traitements du personnel des ministères.

Ces montants sont rattachés à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était fixé au 1er janvier 1994.

Ces montants sont également adaptés aux modifications barémiques résultant, notamment, de l'application des conventions sectorielles ou inter-sectorielles.

Les fluctuations et les modifications visées ci-dessus n'ont aucun effet sur les montants prévus dans des conventions ayant pour objet des sections dont la date de début est antérieure à la date de prise d'effet de ces fluctuations ou augmentations.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les conventions d'une durée supérieure à un an feront l'objet d'un avenant réactualisant, s'il échet, à chaque date anniversaire de la signature de ladite convention, les montants qui y sont mentionnés.

Art. 7. § 1er. Les traitements et subventions-traitements alloués aux membres du personnel enseignant ou les rétributions accordées aux experts pour les prestations effectuées dans le cadre de conventions sont intégralement pris en charge, à titre d'avance, par le budget de la Communauté française.

§ 2. L'intervention financière du partenaire relative aux périodes complémentaires est versée aux fonds budgétaires prévus à cet effet pour être affectée au paiement des traitements et subventions-traitements y afférents.

Cette intervention est liquidée en deux tranches égales dont la première est liquidée au plus tard à la date de début de la section et la seconde au plus tard à la date correspondant à la moitié de la durée de la section.

Seules les conventions conclues directement entre le Gouvernement de la Communauté française et un partenaire peuvent prévoir d'autres modalités de remboursement que celles prévues à l'alinéa précédent.

Art. 8. Lorsque le partenaire ne respecte pas le prescrit du § 2 de l'article 7, un nombre de périodes égal au nombre de périodes complémentaires, pour lequel le partenaire n'a pas effectué le remboursement à la Communauté française, sera déduit de la dotation de périodes de l'établissement.

Art. 9. Les emplois résultant des activités d'enseignement organisées dans le cadre de conventions, ne concernant que des groupes spécifiques, ne seront pas déclarés vacants.

Art. 10. Les moyens complémentaires résultant des conventions restent acquis aux établissements. Ils ne sont pas déductibles des crédits ou des subventions de fonctionnement.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 avril 1994.

Art. 12. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 juin 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

N. 94 — 1976

24 JUNI 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de algemene voorwaarden krachtens welke de inrichtende machten van onderwijs voor sociale promotie overeenkomsten mogen sluiten met andere onderwijsinrichtingen, instellingen, bedrijven, personen of verenigingen en de door bedoelde overeenkomsten te hunner beschikking gestelde specifieke middelen mogen gebruiken

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991, inz. op artikel 115, gewijzigd bij het decreet d.d. 4 februari 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 27 januari 1994;
 Gelet op het protocol d.d. 10 februari 1994 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke Overheidsdiensten, afdeling II, in gemeenschappelijke vergadering;
 Gelet op het advies van de Raad van State;
 Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient men te verstaan onder :

- 1° decreet : het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;
- 2° afdeling : een behoorlijk goedgekeurde afdeling van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, een behoorlijk goedgekeurde opleidingsafdeling of eenheid van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;
- 3° overeenkomsten : de in artikel 114 van het decreet bedoelde overeenkomsten;
- 4° partner : een andere inrichting voor onderwijs voor sociale promotie of een onderwijsinrichting met volledig leerplan, een centrum voor alternatieve opvoeding en opleiding, een instelling, een bedrijf of een vereniging die een overeenkomst sluit met een onderwijsinrichting voor sociale promotie;
- 5° inrichting : een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie;
- 6° lesurendotatie : de in artikel 91 van voormeld decreet bedoelde schooldotatie;
- 7° aanvullende lestijden : lestijden/leraar die in het raam van de organisatie van een afdeling worden gefinancierd door een andere procedure dan de lesurendotatie;
- 8° aanvullende middelen : elke financiële of materiële aanbreng buiten de aanvullende lestijden, toegekend aan een inrichting door een partner in het raam van een overeenkomst;
- 9° inrichting van een specifieke groep : inrichting van een afdeling of van een uitsplitsing ervan, alleen ten gunste van personen die door een partner betaald worden;
- 10° inrichting van een gemengde groep : inschakeling van personen die door een partner betaald worden, in een niet uitsluitend voor die personen bestemde groep;
- 11° lessen : elke onderwijswerkzaamheid.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn enkel van toepassing op de overeenkomsten die worden gesloten met het oog op de inrichting van specifieke of gemengde groepen. Ze worden niet toegepast op de samenwerkings-overeenkomsten bepaald bij artikel 5 van het decreet d.d. 3 juli 1991 houdende organisatie van het secundair onderwijs met beperkt leerplan.

Art. 3. Het totaal van de lestijden nodig voor de inrichting van een afdeling die het voorwerp is van een overeenkomst, is samengesteld uit :

- lestijden uit de lesurendotatie;
- aanvullende lestijden.

In afwijking van vorig lid mogen de overeenkomsten die rechtstreeks worden gesloten tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en een partner, erin voorzien dat het totaal van de lestijden nodig voor de inrichting van een afdeling tegelijkertijd is samengesteld uit aanvullende lestijden en uit lestijden uit de lesurendotatie.

In dat geval verduidelijkt de tekst van de overeenkomst dat dezelfde voorwaarden van toepassing zijn op elke inrichting voor sociale promotie, die ingericht is of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap en die in het raam van deze overeenkomst samenwerkt.

Te dien einde dient de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, in een termijn van veertien kalenderdagen te rekenen van de datum van ondertekening van de overeenkomst door de Franse Gemeenschap, een afschrift van bedoelde overeenkomst te bezorgen aan de verschillende onderwijsnetten, via de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 4. Voor elke afdeling die het voorwerp is van een overeenkomst, wordt het aantal aanvullende lestijden in gemeen overleg tussen de inrichting en de partner vastgesteld. Dit aantal alsmede het bedrag ervan worden in de overeenkomst bepaald.

De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort laat een overeenkomstmodel opmaken.

Art. 5. Het bedrag in Belgische franken is voor een lestijd vastgesteld als volgt :

<i>a)</i> in het secundair onderwijs voor sociale promotie van de lagere graad :	
. algemene vakken, bijzondere vakken en technische vakken	1457
. technische en beroepsvakken en beroepspraktijk	1145
<i>b)</i> in het secundair onderwijs voor sociale promotie van de hogere graad :	
. algemene vakken en technische vakken	1873
. bijzondere vakken	1613
. technische en beroepsvakken en beroepspraktijk	1301
<i>c)</i> in het hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie :	
. algemene vakken, leergangen psychologie, opvoedkunde en methodiek en technische vakken	2020
. bijzondere vakken	1613
. technische en beroepsvakken en beroepspraktijk	1301

Art. 6. De in artikel 5 bedoelde basisbedragen zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens de regeling die van toepassing is op de wedden van het personeel van de ministeries.

Deze bedragen zijn gekoppeld aan bedoeld indexcijfer zoals het op 1 januari 1994 werd vastgesteld.

Deze bedragen worden ook aangepast aan de weddeschaalwijzigingen die inz. uit de toepassing van de sectoriële of intersectoriële overeenkomsten voortvloeien.

De hierboven bedoelde schommelingen en wijzigingen hebben geen uitwerking op de in de overeenkomsten bepaalde bedragen voor afdelingen waarvan de aanvangsdatum vóór de datum van uitwerking van deze schommelingen of verhogingen valt.

In afwijking van het vorig lid zijn de overeenkomsten voor meer dan één jaar eventueel het voorwep van een bijvoegsel dat op elke verjaardatum van de ondertekening van bedoelde overeenkomst de erin vermelde bedragen kan actualiseren.

Art. 7. § 1. De wedden en weddetoelagen die aan de leden van het onderwijzend personeel worden toegekend of de bezoldiging uitgekeerd aan de deskundigen voor de in het raam van overeenkomsten uitgevoerde prestaties worden als voorschot door de begroting van de Franse Gemeenschap volledig ten laste genomen.

§ 2. De financiële tegemoetkoming van de partner betreffende de aanvullende lestijden wordt in de daartoe bestemde begrotingsfondsen gestort voor de betaling van de desbetreffende wedden en weddetoelagen.

Deze tegemoetkoming wordt in twee gelijke schijven uitbetaald, waarvan de eerste uiterlijk op de aanvangsdatum van de afdeling wordt uitbetaald en de tweede uiterlijk op de datum die overeenstemt met de helft van de duur van de afdeling.

Enkel de rechtstreeks tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en een partner gesloten overeenkomsten mogen in andere terugbetalingsvoorwaarden voorzien dan die bepaald in het vorige lid.

Art. 8. Wanneer een partner het bepaalde in § 2 van artikel 7 niet naleeft wordt een aantal lestijden gelijk aan het aantal aanvullende lestijden die de partner niet terugbetaald heeft aan de Franse Gemeenschap, afgetrokken van de lestijndotatie van de inrichting.

Art. 9. De betrekkingen die voortspuiten uit de onderwijswerkzaamheden die in het raam van overeenkomsten worden ingericht en enkel specifieke groepen betreffen, zullen niet vacant verklaard worden.

Art. 10. De aanvullende middelen die uit de overeenkomsten voortvloeien vervallen aan de inrichtingen. Ze zijn niet aftrekbaar van de werkingskredieten of -toelagen.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 20 april 1994.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 juni 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 94 — 1977

[S-C — 29328]

**30 JUNI 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
insérant une disposition transitoire dans l'arrêté royal du 24 février 1987
portant réglementation spéciale relative aux études de puéricultrice**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 5, § 1er, modifiée par la loi du 31 juillet 1975;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet de puéricultrice et fixation des conditions de collation de ce brevet;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études de puéricultrice;

Vu l'article 3, 1er alinéa, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité de confirmer aux élèves ayant entamé des études de puéricultrice à l'occasion de l'année scolaire 1986-87 sur base de la réglementation alors applicable, la régularité de ses études par rapport aux dispositions de l'arrêté royal du 24 février 1987 applicable au 1er septembre 1986;

Sur la proposition du Ministre de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 6 juin 1994,

Arrête :

Article 1er. Un article 11bis, rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études de puéricultrice :

« Article 11bis. Par dérogation aux dispositions de l'arrêté visé à l'article 4, les candidat(e)s qui, à l'occasion de l'année scolaire 1986-1987, ont subi avec fruit l'épreuve préparatoire visée à l'article 12 de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet de puéricultrice et fixation des conditions de collation de ce brevet, sont réputé(e)s remplir la condition d'avoir terminé avec fruit la quatrième année de l'enseignement secondaire et bénéficient, pour la poursuite de leur scolarité, de tous les effets de droit attachés à cette condition ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1986.

Bruxelles, le 30 juin 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

Ph. MAHOÛX